**En route vers un Forum social au Canada!**

Ce document se veut le bilan de rencontres tenues à Montréal entre les 11 octobre et 14 novembre 2011. Au terme de ce processus, les organisations signataires ont convenu de créer une première **Commission expansion avec les mandats suivants**:

* Informer et mobiliser largement les organisations progressistes dans chaque provinces et territoires en vue d’une première **Assemblée générale de fondation d’un Forum social au Canada**;
* Définir les conditions préalables à la tenue d’une Assemblée de fondation du Forum;
* Prendre contact, prioritairement, avec le plus grand nombre de groupes autochtones possible afin d’assurer la meilleure participation au sein du processus;

Les personnes suivantes sont proposées comme **contacts pour la Commission**:

* Michel Lambert, Alternatives, 514 982-6606 #2001, [michel@alternatives.ca](mailto:michel@alternatives.ca)
* Émilie Grenier, femmes autochtones du Québec, (téléphone?), [analyste@faq-qnw.org](mailto:analyste@faq-qnw.org)
* Clayton Thomas-Muller, Indigenous Environmental Network, Tel: 613 237 1717 #106, [ienoil@igc.org](mailto:ienoil@igc.org)
* Brent Patterson, Council of Canadians, (613) 233-2773, [bpatterson@canadians.org](mailto:bpatterson@canadians.org)

**Qu’est-ce qu’un Forum social?**

Les forums sociaux sont des espaces permettant le débat et la discussion sur des problématiques, des pistes d’action et des propositions identifiées par les personnes qui y participent. Ils favorisent ainsi l’éducation et le débat politique, la création de solidarités et de convergences entre les luttes. Les forums sociaux sont animés par les valeurs de justice sociale, de démocratie participative, d’horizontalité, d’inclusion. Ils s’adressent aux « instances et mouvements de la société civile qui s’opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d’impérialisme, et qui s’emploient à bâtir une société planétaire axée sur l’être humain ». Le mouvement qui porte les forums sociaux s’oppose à l’idée d’un discours unique, ainsi les forums sociaux ne visent pas à fédérer et coordonner les luttes au néolibéralisme en tant que forum social.

Cela dit, diverses activités organisées dans le cadre des forums sociaux permettent aux personnes qui y participent d’aller plus loin. Par exemple, des groupes organisent des Assemblées de mouvements sociaux, où il leur est possible de s’entendre avec les autres participants à l’assemblée sur une déclaration, un programme d’action, la création d’une nouvelle alliance, etc.

Les assemblées de convergence permettent quant à elle de rassembler les participants, sur la base de thématiques (par exemple lutte aux changements climatiques, défense des droits humains, etc.), afin de réunir les idées, analyses et propositions phares dans l’objectif de créer des convergences entre l’action des divers participants. Parfois, il s’agit d’assemblées de convergence sur des campagnes précises.

Les forums sociaux peuvent s’organiser à plusieurs échelles, du local au global. Il y a aussi des forums thématiques, par exemple, sur l’éducation, sur la Palestine, etc. Mais pour s’identifier au mouvement mondial, ils doivent s’organiser dans le respect des valeurs et de la charte du FSM. Cela implique que le processus soit ouvert, transparent, démocratique et horizontal, consensuel, bref que l’on cherche à éliminer toute relation de pouvoir au sein du processus organisationnel.

De plus, afin de faciliter l’expression de la « base », l’un des principes fort de l’organisation des forums est l’auto-programmation des activités. Concrètement, cela signifie que les personnes impliquées dans l’organisation doivent faciliter la tenue des activités, en proposant des axes thématiques pour organiser la programmation, en prévoyant suffisamment de locaux, en produisant un programme pour l’événement, etc., mais ce sont les participants eux-mêmes qui construisent le contenu, en proposant des ateliers, dont ils prendront en charge l’animation.

Il est toujours possible d’innover dans le cadre d’un forum social pour tenter de rencontrer au maximum les objectifs poursuivis par les militantes et militants qui s’engagent dans le processus organisationnel. Néanmoins, il faut cependant respecter la Charte des principes du FSM.

**Un Forum social au Canada :**

L’organisation d’un Forum social regroupant les forces progressistes du Québec, du Canada et des peuples autochtones est un processus de longue haleine qui nécessitera au moins deux années. Il faut envisager ce processus comme une partie intégrante du Forum, particulièrement dans ce cas précis où les discussions à ce jour ont déjà permis de souligner le défi et l’importance de favoriser les convergences entre ces trois grandes communautés.

Il existe une volonté fondamentale d’encourager la meilleure participation des groupes et réseaux autochtones au sein du processus, et ce à toutes les étapes menant au Forum. Celà impliquera peut-être de revisiter certains concepts (par exemple, le terme mouvement social peut aussi être porteur d’une connotation négative), sans nécessairement en altérer le sens, mais simplement pour favoriser la plus grande inclusion possible.

**Les objectifs du Forum :**

* Désenclaver, rapprocher, regrouper, allier les groupes et individus progressistes des trois communautés concernées;
* Encourager la convergence des luttes dans une alliance stratégique large contre les politiques néolibérales et néoconservatrices au Canada;
* Favoriser le débat citoyen, l’éducation politique et l’expression du plus grand nombre.

**Plusieurs questions devront être soumises à un débat plus large dont notamment :**

* Le fonctionnement du processus lui-même et les modes de participation considérant la taille du Canada ;
* Le lieu et la date;
* La structure du Forum (thématique ?) ;
* Les thèmes et axes centraux ;
* Le nom du Forum ;
* Le nombre de participant-es attendu-es ;
* La logistique et le financement ;
* L’Assemblée des mouvements sociaux;
* Comment promouvoir la participation des groupes autochtones.

**Assemblée des Mouvements sociaux :**

Le Forum pourra encourager l’organisation, en parallèle, d’une *Assemblée des Mouvements sociaux,* qui est un élément de mieux en mieux intégré aux forums.

Afin de répondre à l’urgence et à la gravité du contexte actuel au Canada, les mouvements de la société civile pourraient être réunis au sein d’un processus tactique visant le gouvernement Harper, la montée de la droite et les prochaines élections générales au Canada. L’Assemblée pourrait mettre de l’avant un positionnement politique et des propositions d’actions concrètes pour les forces militantes face au gouvernement Harper et, plus globalement, à la droite au Canada.

**Le fonctionnement de la Commission expansion :**

Sur la base de ce document initial qui devra circuler le plus largement possible, il est suggéré d’inviter les groupes et les communautés à tenir des débats et des discussions chez eux en invitant des représentants de la Commission expansion qui pourront répondre aux questions et faciliter le processus. La Commission reste ouverte et tous les intéressé-e s peuvent s’y joindre. Pour faciliter le processus, d’autre Commission expansion pourront être crées ailleurs au pays.

**Organisations signataires (depuis le 16 juin 2012):**

Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC)

Alternatives

Centre d’écologie urbaine de Montréal

Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Coalition Against Israeli Apartheid (CAIA), Toronto

Common Frontiers

Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Conseil central du Montréal métropolitain CSMM-CSN)

Conseil des canadiens

Conseil québécois des gais et lesbiennes

Indigenous Environmental Network

Indigenous Peoples Solidarity Movement

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)

Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN)

Femmes Autochtones du Québec

Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

Syndicat canadien des communications, de l’énergie et du papier (SCEP)

Syndicat canadien des travailleurs et travailleuses des postes (STTP)